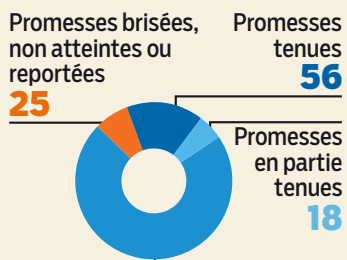


L'ENJEU

L'intervention militaire française au Mali, début janvier, en montrant un visage inédit de François Hollande, avait ressoudé l'opinion publique derrière le chef des armées. Mais le répit aura été de courte durée. Avec la publication, mardi, des chiffres catastrophiques du chômage ressurgit le soupçon d'impuissance de l'équipe au pouvoir. Certes, Hollande n'est pas responsable de la conjoncture économique et de cette crise qui s'éternise. Mais si le peuple de droite ne lui trouve aucune excuse, les sympathisants de gauche montrent, dans notre sondage, de sérieux signes de déception à l'égard de son action. L'Elysée et Matignon vont devoir redoubler de pédagogie pour rassurer les Français sur le cap à tenir et donner des gages aux électeurs de gauche. Faute de moyens, ces gages — sans doute symboliques — suffiront-ils ?

BILAN DES PROMESSES DE FRANÇOIS HOLLANDE

Sur 349 promesses évaluées par le site Luipresident.fr*



*Créé par des journalistes, il effectue un suivi des promesses de Hollande émises avant et après son élection.

LES DOSSIERS QUI FÂCHENT

Le droit de vote des étrangers aux élections locales. Le 50^e engagement de campagne de François Hollande aura du mal à être mis en œuvre. Pour l'heure, le gouvernement ne dispose pas de la majorité des 3/5^{es} au Parlement nécessaire pour faire adopter ce texte en Congrès.

La fin du cumul des mandats. François Hollande n'a pas renoncé à son 48^e engagement, mais il faudra sans doute attendre 2017 pour voir la fin du cumul des mandats pour les parlementaires.

La hausse de la TVA. Le candidat Hollande jugeait une augmentation de la TVA « injuste et inopportune ». En novembre, Ayrault a pourtant annoncé une hausse de la TVA à partir de 2014, au nom de la compétitivité.

Les électeurs de Hollande s'impatientent

Dix mois après son élection, le président déçoit, selon notre sondage, deux tiers des Français et une large partie de son camp.



« Soyons à la hauteur de ce qu'attendent les Français ! » Le 3 mars 2012 à Dijon, le candidat François Hollande concluait ainsi l'un de ses meetings. Un an plus tard jour pour jour, la déception semble pourtant là. Dans notre sondage (voir ci-dessous), et sur le terrain, auprès de ceux qui ont voté pour le socialiste il y a dix mois, tout montre qu'un certain désenchantement a gagné les Français. La hausse inexorable du nombre de demandeurs d'emploi, les aveux à demi-mot de Hollande laissant entendre qu'il ne pourra tenir sa promesse d'inverser cette courbe du chômage à la fin de l'année, le retour sur l'engagement de ramener la barre du déficit sous les 3 %, la croissance atone, etc., font perdre confiance aux électeurs.

Face aux difficultés économiques, le président se voit reprocher un manque d'action. « Hollande est accusé de ne pas assez réformer », confirme Gaël Sliman, de l'institut BVA. Même certains ministres commencent à le penser. « La sortie de crise ne peut se faire sans réforme,

on pourrait aller plus loin et plus vite parfois, estime l'un d'eux. De quoi a-t-on peur ? » « Je comprends le désarroi des Français, on n'explique pas assez pourquoi on doit prendre des décisions difficiles », regrette un membre du gouvernement.

Un début de réaction

La semaine dernière, Hollande s'est un peu rassuré au Salon de l'agriculture. Le bon accueil des visiteurs l'a convaincu qu'il n'y avait pas de rejet de sa personne. Mais l'Elysée reste attentif aux mauvais sondages et entend réagir. Hollande demande à son Premier ministre d'expliquer davantage l'action du gouvernement. Lui-même se rend plus souvent sur le terrain. Demain, le président sera ainsi à Blois pour assister à la signature de contrats de génération, l'une des armes déployées pour lutter contre le chômage.

Poussé par ses proches, il devrait intervenir à la télévision dans les prochaines semaines. Conscient du danger, il veut à tout prix éviter que la déception ne se transforme en... colère.

ROSALIE LUCAS

Deux tiers des Français déçus

L'Elysée, qui surveille de près les sondages, ne devrait pas manquer d'analyser celui-ci. Selon une enquête BVA pour notre journal, deux tiers des Français se disent déçus par François Hollande. Certes, dans le lot, il y a des électeurs de droite qui n'attendaient rien du successeur de Nicolas Sarkozy. Mais ce qui est inquiétant pour le chef de l'Etat, c'est que 44 % de ceux qui ont voté pour lui sont, dix mois après son élection, déçus. « C'est très mauvais pour François Hollande, surtout que cette déception concerne toutes les catégories de la population », confirme Gaël Sliman, directeur adjoint de l'institut BVA.

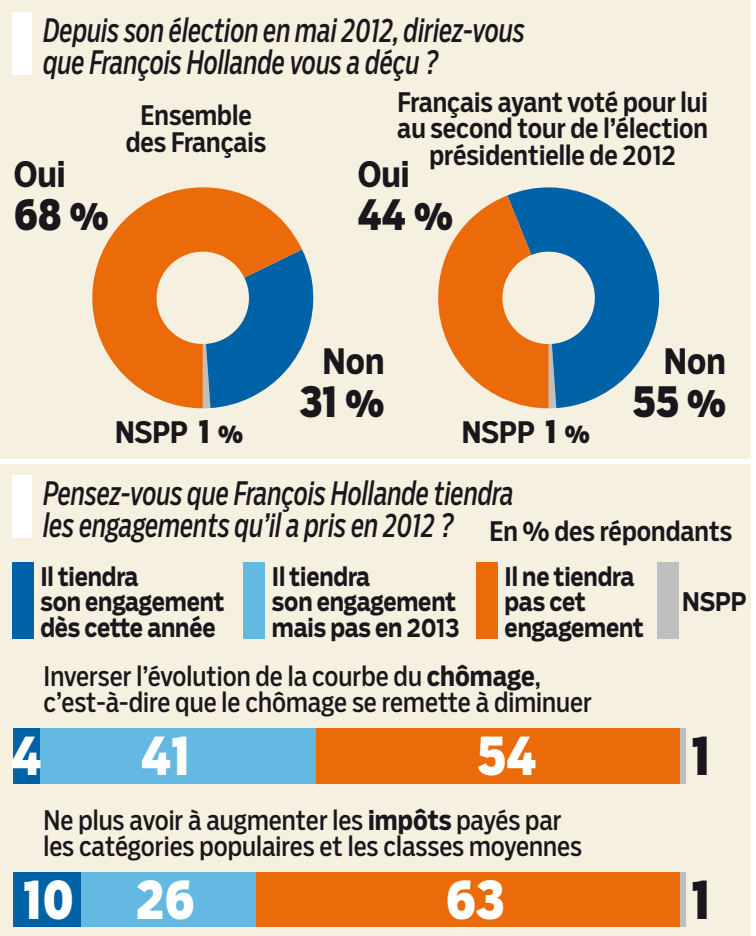
51% des sondés pensent que Sarkozy aurait fait mieux

De plus, la majorité des Français pense que le chef de l'Etat ne tiendra pas ses promesses. Ils sont ainsi 54 % à penser que la courbe du chômage ne s'inversera pas avant la fin de son quinquennat et 63 % à estimer que le président ne respectera pas son engagement de ne pas augmenter les impôts payés par les catégories populaires et les classes moyennes... « Cela en dit long sur le pessimisme des Français », insiste Sliman, qui souligne également que 54 % des interrogés jugent que le président ne « va pas assez loin dans les réformes ».

Motif d'agacement supplémentaire pour Hollande, une majorité de Français (51 %) estiment que si Nicolas Sarkozy avait été réélu, il aurait plutôt mieux fait que le socialiste. Un sentiment partagé par toutes les classes d'âge. Toutefois, même déçues, les catégories populaires et les classes moyennes inférieures

continuent de penser que son prédécesseur n'aurait pas mieux agi : 58 % d'ouvriers, et 51 % des Français aux revenus les plus faibles. « C'est la seule source de satisfaction pour Hollande, qui va devoir veiller à ne pas se mettre à dos ces catégories », conclut Sliman.

R.L.



« La rigueur ne doit pas tout écraser »

Laurent Baumel, député PS

Elu pour la première fois à l'Assemblée nationale en juin 2012, Laurent Baumel, député PS d'Indre-et-Loire, tire la sonnette d'alarme.

Une écrasante majorité de Français déçus par François Hollande, cela vous étonne ?

LAURENT BAUMEL. Pas vraiment. Nous avons hérité d'une situation de l'économie et des finances publiques très dégradée. Le travail de redressement ne peut pas être populaire puisqu'il suppose des efforts. Mais il faut entendre les signaux d'alarme qui remontent des marchés, des performances... Sur l'emploi, le pouvoir d'achat, les retraites, la santé. L'ambiance générale est à la morosité.

Sur quoi faut-il insister ?

Notre principal défi est d'arriver à construire une politique équilibrée qui combine la réduction des déficits avec la lutte contre le chômage et une augmentation du pouvoir d'achat des plus modestes. Il est nécessaire d'entamer une vraie réforme fiscale. La réforme de la protection sociale ne peut non plus se traduire uniquement par des prélèvements supplémentaires tous azimuts. La rigueur ne doit pas tout écraser.

Etes-vous encore confiant dans le redressement ?

Sur l'emploi et la croissance, je garde espoir. Même si le chemin est étroit. Sans inflexion de notre politique, les prochains rendez-vous électoraux vont être très difficiles. Le point de non-retour pour ce gouvernement n'est pas arrivé, mais il est temps de ne pas tout sacrifier à la rigueur.

Propos recueillis par E.H.



Même dans des villes ayant massivement voté pour lui, François Hollande perd la confiance des habitants.

(LP/Delphine Goldsztejn et Olivier Corsan.)

Marmande (Lot-et-Garonne), jeudi soir. Lors d'une rencontre avec Harlem Désir, de nombreux militants de gauche ont exprimé leur mécontentement vis-à-vis de la politique de Hollande. Parmi eux, David (en haut à gauche), Laurence (en haut à droite) et Anna (ci-dessous). (LP/Didier Fioramonti.)



A Marmande, les militants se lâchent

MARMANDE (LOT-ET-GARONNE)

De notre envoyé spécial

Harlem Désir voulait une « parole libre ». Il a été servi. Accueilli par des opposants à la ligne à grande vitesse entre Bordeaux et Toulouse, le premier secrétaire du PS est venu jeudi à Marmande (Lot-et-Garonne) pour animer un « atelier du changement ». Et prendre le pouls du « petit peuple de gauche » dans ce coin de France acquis à Hollande (53,37 % des voix le 6 mai dernier). Trois cents personnes l'attendent de pied ferme : des adhérents socialistes, des militants associatifs, des syndicalistes, des retraités et des fonctionnaires. Sur les murs, aucun portrait de Hollande. « Ce n'est pas un meeting de soutien », prévient le PS. Le principe, c'est de tout se dire. On lève la main et le micro arrive. Sans filtre. Une réunion participative aux allures de psychothérapie de groupe, où perce l'espoir — parfois — et le désenchantement — souvent.

Anna, enseignante : La réforme de l'éducation ? « Une grosse déception »

La quarantaine, Anna, professeur à Marmande, attaque d'emblée : « On veut une vraie réforme, pas des choses en pointillé. C'est une grosse déception », peste-t-elle en évoquant la réforme des rythmes scolaires. « Le gouvernement fait croire qu'en faisant travailler les profs une demi-journée de plus, ça va régler les problèmes. Mais le mien, c'est que j'ai un double niveau avec 27 enfants

dans la classe. Alors, avant tout, qu'ils fassent revenir les Rased (NDLR : profs qui étaient spécialisés pour les élèves en difficulté) et aménagent des classes moins chargées », lance-t-elle. Son intervention provoque une salve d'applaudissements, même si certains soupirent : « Sur l'échelle du malheur, les profs sont quand même pas au plus bas... »

Jean-Philippe, retraité : « Vous n'avez pas de prise sur l'économie... »

Le second carton jaune ne tarde pas. « J'ai l'impression de revoir un parti de godillots. Il y a au PS de la morosité », lance Jean-Philippe, professeur à la retraite, un brin fataliste. « Vous n'avez pas de prise sur l'économie, alors, au moins, faites du sociétal comme le droit de vote des étrangers. » Sinon, prévient-il, « arrivera un jour en France un certain Beppe Grillo (NDLR : le candidat antisystème qui a réuni 25 % des suffrages aux dernières législatives en Italie) ». Des réformes de société, « sans doute, mais le mariage pour tous, c'est un peu décalé », estime en aparté Jean-François Sauvaud, le maire d'Aiguillon : « Mes problèmes, c'est plutôt les impayés de cantine ! »

David et Laurence, syndicalistes : « Attention à ne pas mépriser les plus modestes ! »

Jeudi soir à Marmande, les préoccupations sociales, notamment les retraites, arrivent au premier plan. Dans ce département rural, les pensions agricoles de quelques centaines d'euros sont légion. De quoi alarmer David, secrétaire départemental de la CFDT. La « petite musique » des derniers jours sur l'allongement de la durée de cotisation pour garantir l'avenir des retraites l'inquiète. « Le coup de la justice sociale, on nous l'a déjà fait ! Attention à ne pas mépriser les plus modestes », met en garde ce jeune quadra, qui reconnaît, un peu plus tard en privé, que Hollande a tout de même réussi à « apaiser les relations avec les syndicats ».

Franck, magistrat : « Revenez à gauche ! »

La soirée se poursuit. L'« austérité » revient souvent, mais personne n'évoque l'endettement ou le déficit. Des gros mots, presque... « Revenez à gauche ! tonne Franck, un adhérent du Syndicat de la magistrature. Que les lignes entre la gauche et la droite soient assumées. Ici, les gendarmes ont disparu, l'hôpital est en difficulté, le tribunal a fermé... Lorsqu'on voit que ce gouvernement hésite à remettre en place ce qui a disparu, je dis attention aux nouvelles désillusions. »

Le premier secrétaire du Parti socialiste, qui a pris des pages de notes, promet, avant de partir, de « faire remonter les attentes ». Bernard, un militant PS palois, prévient : « Les difficultés ont beau être immenses, l'impatience guette... »

ÉRIC HACQUEMAND

Villetaneuse à l'heure des doutes

Ses dossiers sous le bras, Moussa se dirige vers la maison de l'emploi de Villetaneuse (Seine-Saint-Denis). A 43 ans, il enchaîne les CDD et ne trouve pas de logement. « J'ai voté François Hollande car ma mère m'avait dit : Tu vas voir, il va faire beaucoup de choses. Mais je suis déçu... et ma mère aussi. » Comme lui, ils sont 78,22 % à Villetaneuse à avoir voté Hollande le 6 mai dernier. Mais dans les rues grises de cette ville de 12 800 habitants, gérée par les communistes, où le taux de chômage atteint 22 %, l'espoir commence à laisser place aux doutes.

« Il n'y a toujours pas de travail, et pour lui la priorité c'est le mariage gay... Ce n'est pas avec ça qu'on va ramener à manger ! » insiste Moussa qui va jusqu'à zapper lorsqu'il voit le président à la télévision. Tous se disent « angoissés » par la courbe du chômage qui ne cesse de grimper. En attendant son bus, Fatiha est partagée. « Hollande divise moins que Sarkozy, il a apaisé les Français, mais on avait aussi voté pour lui parce qu'il avait dit qu'il s'occuperait de l'emploi... Et rien ne se passe », soupire celle qui cherche un travail depuis six mois. Même refrain chez Arslan. « On avait au moins l'impression que Nicolas Sarkozy agissait, en bien ou en mal, lâche cet entrepreneur qui a aussi voté

Hollande. Là, on ne voit rien... » Ce jeune homme de 23 ans n'a pas l'air de croire en l'efficacité des emplois d'avenir. Il regrette aussi qu'un de ses amis ne puisse plus faire d'heures supplémentaires depuis que la gauche a mis fin à leur exonération. « Il est dégoûté, car cela lui a fait perdre de l'argent », confie Arslan. Capuche sur la tête pour se protéger du froid, Sandrine attendait « un peu de mieux » après l'élection présidentielle. « Mais non, ce sont toujours les mêmes qui profitent, lâche cette retraitée. Où vont-ils piocher maintenant ? Dans les petites pensions ? »

■ **Laisser du temps**

Dans son bar PMU « qui ne fait plus crédit », Abbas s'agace de ces impatiences. « Ce n'est pas au bout de neuf mois qu'on peut changer un pays, assène-t-il derrière son comptoir. Les gens votent et râlent car cela ne va pas assez vite, mais attendez ! Obama n'a pas tout réalisé tout de suite. On a voté pour Hollande, il faut lui faire confiance et attendre 2014 ou 2015 pour juger de l'efficacité de sa politique. » Près de la poste, Marc estime également que le successeur de Sarkozy a besoin qu'on lui laisse « le temps de trouver des solutions », poursuit-il. « Mais du temps, on n'en a plus », soupire son voisin, fataliste. ROSALIE LUCAS

LIRE AUSSI

L'interview de Jean-François Copé